

Les infections nosocomiales et les coûts d'un système WASH inadéquat dans les établissements de santé : L'expérience de 7 pays africains

Messages clés

- Une nouvelle étude de WaterAid montre que la situation mondiale actuelle, dans laquelle un établissement de santé sur cinq manque d'eau de base et près de 4 milliards de personnes accèdent à des établissements dépourvus d'hygiène de base, entraîne non seulement une détérioration de la santé, mais aussi de graves conséquences économiques pour les pays à revenus faibles et intermédiaires (PFR et PRFI).
- L'insuffisance de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH) dans les établissements de santé entraîne des taux élevés d'infections nosocomiales (IAS). L'impact sur la santé se traduit par un taux élevé de mortalité et de morbidité évitables - un total de 277 160 décès en excès en 2022 dans les pays couverts par l'étude. Elle exacerbe également le problème de la résistance aux antimicrobiens en augmentant la charge des infections, y compris les infections résistantes, et la surconsommation d'antimicrobiens qui en découle.
- Au-delà des implications sanitaires, le coût économique de ces infections dans les sept pays est également significatif, puisqu'il représente entre 0,4 et 2,9 % du PIB, tandis que le coût financier du traitement de ces infections représente entre 2,5 et 10,9 % des dépenses de santé annuelles totales.
- Le coût de ces infections IAS pour ces économies dépasse de loin l'investissement minimal de moins d'un dollar par habitant et par an nécessaire pour fournir des services de base WASH et de gestion des déchets dans les établissements de santé. Même en prenant une estimation prudente du nombre de ces infections qui pourraient être évitées grâce à une meilleure hygiène, il s'agit d'un investissement qui s'amortirait de lui-même, même si l'on ne tient compte que des économies réalisées sur le budget des soins de santé.
- **Investir dans le programme WASH dans les établissements de santé de ces sept pays permettrait de sauver des vies et d'améliorer la santé dans un avenir immédiat, de rendre le budget des soins de santé plus efficace pour traiter d'autres problèmes de santé importants, de soutenir la croissance et la prospérité des économies des pays et de contribuer à préserver la sécurité sanitaire mondiale en renforçant la résilience des systèmes de santé face aux menaces sanitaires futures et en contribuant à ralentir la menace de la résistance aux antimicrobiens (AMR).**

Recommandations

- Les bailleurs de fonds et les institutions de financement du développement devraient collaborer avec les partenaires à revenus faibles et intermédiaires pour accroître le financement ciblé du secteur du WASH dans les établissements de santé et pour donner une impulsion à ces investissements en tant qu'éléments essentiels de la santé et de la prospérité futures.
- Les gouvernements des pays à revenus faibles et intermédiaires doivent accorder la priorité à l'élaboration et à la mise en œuvre de plans nationaux et régionaux chiffrés en matière de WASH dans les établissements de santé, avec des lignes budgétaires dédiées, afin de coordonner les parties prenantes et de mobiliser des fonds ; ils doivent également accorder la priorité à ce domaine dans le cadre de partenariats avec les banques multilatérales de développement et d'autres sources de financement.
- L'action en matière de WASH dans les établissements de santé doit être considérée comme une priorité dans le cadre des engagements politiques et financiers mondiaux relatifs à la résistance aux antimicrobiens, et figurer dans l'instrument de lutte contre les pandémies en tant qu'intervention primaire vitale pour prévenir les futures pandémies.

Cette méthodologie a été développée par la Banque mondiale avec le soutien du Partenariat mondial pour la sécurité de l'eau et l'assainissement, comme publié dans le document de travail de recherche politique : Hutton, Guy ; Chase, Claire ; Kennedy-Walker, Ruth Jane. Coûts des infections associées aux soins de santé dus à un eau et à un assainissement inadéquats dans les établissements de soins de santé en Afrique orientale et australe (anglais). Document de travail sur la recherche politique ; Non. WPS10708 ; PLANÈTE Washington, D.C. : Groupe de la Banque mondiale. <http://documents.worldbank.org/curated/en/099428002212438578/IDU1fd9af37311cfe143471843c1e9de76a93d7e>.



Contexte

Les récentes menaces sanitaires majeures telles que la pandémie de COVID-19, le virus Ebola et l'augmentation continue de la résistance aux antimicrobiens (AMR) ont mis en évidence le besoin critique de systèmes de santé solides et résistants, dotés des outils essentiels pour protéger les patients et les travailleurs de la santé. Toutefois, les discussions internationales ont eu tendance à se concentrer sur des aspects tels que les filières de développement de produits, y compris le développement de nouveaux antibiotiques, en mettant beaucoup moins l'accent sur l'importance cruciale que la prévention des infections, notamment par l'amélioration des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH), peut jouer à la fois pour réduire la charge globale des infections dans l'environnement et pour réduire à la fois le besoin d'antibiotiques et le taux d'utilisation de ces derniers.

Si l'on n'en tient pas compte et si l'on n'investit pas dans les fonctions de base du système de santé, notamment dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène dans les établissements de santé, les efforts de prévention et de réponse aux épidémies et pandémies futures s'en trouveront entravés. Malgré l'importance de ces services, près de 4 milliards de personnes ne disposent pas de services d'hygiène de base dans leur établissement de santé, tandis qu'une personne sur cinq ne dispose pas de services d'eau de base, ce qui compromet la fourniture de soins sûrs et de qualité et la réalisation de la santé pour tous.ⁱ Bien que l'attention mondiale sur le programme WASH dans les établissements de santé ait augmenté ces dernières années, en partie grâce à la première résolution du WHA sur la question en 2019 et au Rapport mondial OMS/UNICEF sur le programme WASH dans les établissements de santé en 2020, les progrès nationaux dans de nombreux pays restent lents, entravés à la fois par la quantité et la qualité insuffisantes du financement nécessaire pour respecter les normes nationales.

Coût de l'inaction dans le domaine du WASH dans les établissements de santé

L'absence de services essentiels WASH dans les établissements de santé présente des risques sanitaires importants pour les patients, en particulier les femmes et les enfants, ainsi que pour le personnel soignant. Étant donné que les femmes représentent 70 % du personnel de santé mondial et la majorité des patients dans les pays à revenus faibles ou intermédiaires, elles sont touchées de manière disproportionnée par le manque de services WASH dans les établissements de santé.^{ii,iii}

Les infections nosocomiales (IAS) constituent un problème de santé mondial majeur qui touche tous les systèmes de santé et tous les pays du monde. Toutefois, les taux sont beaucoup plus élevés dans

les pays à revenus faibles et intermédiaires, où l'on estime que **15,5 % de tous les patients développent une ou plusieurs infections au cours de leur séjour dans un établissement de santé**, contre 7,6 % dans les pays à revenus élevés (PRI)^{iv,v} Les IAS constituent un domaine d'intérêt de plus en plus important dans la prévention et le contrôle de la AMR, étant donné qu'une proportion croissante d'IAS devient résistante.^{vi} **Une analyse récente a révélé que la AMR était la principale cause de décès dans le monde, avec 5 millions de décès associés à la AMR bactérienne en 2019**, dont la majorité des agents pathogènes (cinq sur six) responsables de ce fardeau sont associés aux soins de santé.^{vii}

La principale voie de transmission des IAS est le manque de propreté et de mesures d'hygiène lors de la prestation des soins de santé. Au-delà de l'impact sur la santé, un mauvais système WASH dans les établissements de santé a d'autres conséquences négatives sur d'autres aspects de la qualité des soins, notamment la satisfaction des patients, la dignité et le respect des soins, les comportements futurs de recherche de soins et le moral, la motivation et la fidélisation du personnel de santé, qui ont tous un impact sur les résultats en matière de santé.^{viii}

Une analyse commanditée par WaterAid, utilisant la méthodologie récente de la Banque mondiale^{ix}, a révélé que dans sept pays africains¹ (population : 472 millions d'euros), on estime à **2,6 millions le nombre de cas d'IAS en 2022** (dont au moins 50 % seraient résistants aux antimicrobiens), **ce qui entraînerait une surmortalité de 277 160 personnes.** Le coût économique pour la société était d'au moins 8,4 milliards de dollars, soit en moyenne 1,1 % du PIB et 4,6 % des dépenses totales de santé dans ces pays. Le Tableau 1 présente les coûts associés aux IAS dans ces sept pays.

Le coût estimé par habitant nécessaire pour fournir des services WASH de base, la gestion des déchets et le nettoyage de l'environnement dans les pays à faibles revenus a été estimé à 0,3 USD par habitant pour le coût d'investissement chaque année et à partir de 0,1 USD en 2021 jusqu'à 0,39-0,60 USD en 2030 pour les coûts récurrents. L'investissement de moins d'un dollar par habitant nécessaire pour mettre en place des services WASH de base dans les centres de santé est minime par rapport à l'investissement nécessaire pour atteindre l'objectif de développement durable en matière de santé, estimé à 58 dollars par habitant d'ici à 2030.^x

Cette nouvelle analyse réalisée dans sept pays souligne que **les coûts d'investissement dans le programme WASH de base seraient récupérés grâce aux économies réalisées sur les coûts médicaux associés aux IAS**, étant donné qu'au moins 50 %² de ces coûts pourraient être évités grâce à l'amélioration du programme WASH, de la gestion des déchets et du nettoyage de l'environnement dans les centres de soins de santé.

Tableau 1: Coûts des infections nosocomiales en Afrique subsaharienne en 2022

Pays	Coût économique total des IAS (millions)	Coût des IAS en pourcentage du PIB*	Coût du traitement des IAS en pourcentage des dépenses totales de santé
Ethiopie	US\$ 762	0,68%	4,8%
Ghana	US\$ 1570	1,98%	4,6%
Malawi	US\$ 246	2,92%	10,9%
Mali	US\$ 73	0,39%	2,5%
Nigéria	US\$ 4500	0,94%	3,8%
Ouganda	US\$ 580	1,43%	7,9%
Zambie	US\$ 674	2,3%	6,9%
Total: US\$ 8405		Moyenne pondérée : 1,1%	Moyenne pondérée : 4,55%

* Coûts monétaires estimés à partir de l'agrégation des coûts directs des soins de santé, des pertes de productivité et des décès prématurés.

Défis pour le financement durable du secteur WASH dans les établissements de santé

Bien que le programme WASH figure dans les stratégies des donateurs en matière de santé et d'eau, il n'existe pas de programmes spécifiques ni d'indicateurs de financement permettant de suivre l'affectation des ressources et les progrès réalisés dans le domaine du programme WASH dans les établissements de santé. En l'absence de lignes budgétaires dédiées au WASH dans les établissements de santé, il est plus difficile de contrôler, de suivre et d'allouer les ressources de manière efficace. Malgré la reconnaissance croissante de l'importance du WASH dans les établissements de santé, le financement des donateurs et des institutions financières internationales (IFI) pour le WASH dans les établissements de santé reste inadéquat et n'est pas suffisamment pris en compte dans les grandes initiatives de santé telles que celles sur la santé maternelle et le renforcement des systèmes de santé, ainsi que dans les initiatives de santé mondiale, ce qui entraîne des occasions manquées de favoriser les avantages mutuels.

Ces difficultés sont aggravées par le fait que les gouvernements nationaux et collectivités locales n'accordent pas la priorité requise à la

question du WASH dans les établissements de santé. Dans la plupart des pays, cette question n'a pas fait l'objet d'un suivi systématique dans les systèmes d'information sur la gestion de la santé ou dans les évaluations des établissements. Il n'y a pas eu non plus de développement de lignes budgétaires dédiées au programme WASH dans les établissements de santé pour assurer un financement national et soutenir les efforts de mobilisation des ressources aux niveaux local et national dans ces pays. Elle n'a pas non plus été suffisamment prise en compte dans les plans, stratégies et cadres nationaux de développement et d'investissement. En conséquence, le financement global provenant à la fois des donateurs et des budgets nationaux reste insuffisant pour atteindre les objectifs nationaux.

Possibilités de combler le déficit de financement

Une nouvelle analyse des sept pays souligne la nécessité urgente de mobiliser des fonds supplémentaires pour combler le déficit de financement du secteur WASH dans les établissements de santé. Il s'agit d'actions menées par toutes les parties prenantes, y compris les donateurs, le secteur privé et les gouvernements nationaux.

Recommandations à l'intention des donateurs

- **Les bailleurs de fonds doivent mieux intégrer le WASH dans les établissements de santé dans le cadre des investissements en matière de santé**, notamment en ce qui concerne la santé maternelle et infantile, la résistance aux antimicrobiens, la santé universelle et la préparation et la réponse aux pandémies, et inciter les gouvernements à investir dans le WASH dans les établissements de santé. Les investissements des donateurs devraient s'aligner sur les priorités nationales en matière de WASH et de renforcement des systèmes de santé.
- Les banques multilatérales de développement et autres institutions de financement du développement devraient reconnaître le fort retour sur investissement offert par le programme WASH dans les établissements de santé, et son potentiel pour jeter les bases de la santé et de la prospérité futures. Ces institutions devraient collaborer avec les gouvernements des pays en développement et les aider à intégrer ces améliorations dans les stratégies nationales de développement et **à fournir des financements accessibles** qui répondent aux besoins des pays et ne contribuent pas à l'endettement.
- Le G7 doit investir dans le **secteur du WASH en tant qu'intervention primaire pour lutter contre la crise mondiale de la résistance aux antimicrobiens (AMR)**, en collaborant avec les pays à revenus faibles et intermédiaires, dont beaucoup ont identifié le secteur du WASH dans leur plan d'action national contre la résistance aux antimicrobiens (AMR) comme étant essentiel pour freiner la propagation de la résistance aux antimicrobiens dans leur contexte, pour mettre en œuvre le premier pilier de l'approche de l'OMS

centrée sur l'être humain pour lutter contre la résistance aux antimicrobiens dans le domaine de la santé humaine : WASH en tant qu'outil de prévention et de contrôle des infections.

Recommandations pour les gouvernements nationaux et les collectivités locales

- Les gouvernements et les donateurs doivent **créer une ligne budgétaire dédiée au WASH dans les établissements de santé**. Ceci est essentiel pour contrôler et suivre les investissements.
- **Le programme WASH devrait être intégré dans la planification, le financement et le suivi de la santé**. Il faudra pour cela suivre et influencer le processus budgétaire à tous les niveaux et faire en sorte que le secteur de la santé s'approprie le programme WASH dans les établissements de santé, notamment en créant une ligne budgétaire spécifique et en suivant et en influençant le processus budgétaire du secteur de la santé.
- Un financement supplémentaire pourrait être mobilisé par la promotion du programme WASH dans l'établissement de santé en tant que critère pour **le financement basé sur les performances** et en préconisant **des programmes de financement innovants et de responsabilité sociale des entreprises** afin de combler les déficits de financement du programme WASH dans l'établissement de santé.
- Les gouvernements devraient **accorder la priorité à ce domaine de collaboration avec les banques multilatérales de développement**, en l'incluant dans les stratégies nationales et en tirant parti des possibilités nouvelles et existantes d'accès aux financements offerts par les MDB et autres IFI.

Résumé: L'absence d'investissement dans le WASH au niveau des établissements de santé a un impact catastrophique sur les économies et les systèmes de santé des pays d'Afrique subsaharienne. La situation ne peut que s'aggraver dans le contexte de l'augmentation des taux de résistance aux antimicrobiens (AMR), du changement climatique et des futures menaces d'épidémies et de pandémies, à moins qu'une priorité immédiate et des investissements accrus ne soient consacrés à ces fonctions essentielles du système de santé. L'impact de l'amélioration du système WASH dans les établissements de santé sur les IAS constitue à lui seul un argument économique convaincant en faveur de l'investissement dans ces services. Au-delà des IAS, l'amélioration de la qualité du WASH dans les établissements de santé a des effets bénéfiques considérables, notamment sur la satisfaction et la sécurité des patients, sur les comportements de recherche de soins et sur la sécurité, le moral, la motivation et la fidélisation du personnel de santé, qui ont tous un impact sur les résultats sanitaires et les progrès vers l'atteinte de la couverture sanitaire universelle.

Notes

Ce dossier a été financé par le projet de la Fondation Conrad N. Hilton "Renforcement des systèmes WASH dans les établissements de santé" (2023).